

Chômage rime avec chantage pour le Medef !

Ensemble construisons l'entraide et la solidarité

« 1 000 000 d'emplois c'est possible, à la condition que vous, salariés, actifs comme chômeurs et retraités, vous vous dépouillez de tous vos habits sociaux et que vous renonciez à toute revendication. Votre reddition nous permettra de sauvegarder nos profits. Alors, peut-être, dans 5 ans, nous embaucherons... » Ce qu'exerce le Medef grâce à la pression du droit des licenciements, du chômage et de la précarité, se nomme un « **chantage** ». **Inhumain.**

Excessif de parler de chantage ? « J'embaucherai peut-être à condition que les heures de travail ne soient plus encadrées par la moindre loi, à la condition d'un salaire au montant le plus bas surtout pour les jeunes, selon un contrat de travail précaire, forcément précaire. Pour envelopper le tout, j'exige un recul de la représentation syndicale et supprime deux jours fériés »... **Le chômage est utilisé par le Medef comme un chantage.**

L'esprit du Medef et de Gattaz ? Tous nous devrions entrer en guerre contre tous. Une compétition entre salariés pour survivre et servir la cause patronale, la compétitivité. « Notre système social a vécu », proclamait Pierre Gattaz à la une du Parisien. « L'austérité, il n'y a pas d'autre alternative », affirme Valls au nom de l'Union européenne, « La compétitivité dans la compétition mondialisée commande de s'aligner sur le gouvernement », ajoute Berger-CFDT, « Le Front racial remplacera la question sociale », hurle Le Pen. Les Prud'hommes devraient y passer, comme les « seuils » qui déclenchent le droit des salariés à être représentés.

Alors, c'est fichu ? ... Ce ne serait même pas la peine d'en discuter ?

Eh bien, si, discutons-en !

Nous vous proposons d'éviter la dépression collective et la panique sociale qu'ils suscitent avec leur campagne permanente de démoralisation. Défendons-nous. Nous le faisons. Sans rodomontade de notre part, juste la fierté de ce que nous impulsions, avec les seuls moyens donnés par la force de l'action collective et solidaire. Exemples ?

ArjoWiggins a été condamné par un état-major lointain. Les usines papetières devraient disparaître. Pas assez rentables. Mais nos équipes syndicales, avec les salariés, dans l'unité, sont parvenues à faire signer presque tous les maires et conseillers généraux et régionaux pour que les usines soient préemptées par l'Etat, au titre du « Code de l'expropriation au titre de l'utilité publique ». De façon à ménager la possibilité d'une reprise et ainsi assurer la survie des entreprises, et des emplois malgré la volonté destructrice du propriétaire. **La lutte est en cours.** L'exemple de l'usine d'Alizay, en Normandie, a servi de point d'appui. L'ensemble industriel continue de fonctionner malgré la sentence de mort prononcée par Fax et SMS de Scandinavie. Des centaines d'emplois sauvés.

Paris Normandie, L'Union de Reims, Nice Matin ? **L'ancien empire de Philippe Hersant, exilé en Suisse,** devait engloutir ces titres, ou les vendre au déballage du marché. Et pourtant ! Le mouvement national pour Paris Normandie a permis sa survie. A l'Union, la destruction d'emplois a été limitée au minimum. Et en ce moment, à Nice, les salariés du quotidien font des prouesses pour que leur journal ne tombe pas aux mains de la mafia (Tapie) ou d'autres requins de passage.

C'est l'expérience de ces luttes qui nous a permis d'avancer avec autorité l'idée de société de presse et d'information générale « **à lucrativité limitée** », de façon que leur statut leur permette d'éviter les mâchoires acérées des banquiers et des groupes industriels dominants. Il semble bien que la brèche s'ouvre en cette rentrée, d'autant que des négociations commencent, portant sur les moyens industriels au service de la presse d'information générale.

Nous vous proposons l'action collective contre la soumission à l'austérité à perpétuité

La compétitivité ? Un marché de dupes !

Des années qu'ils nous répètent ça. Déjà Yvon Gattaz - le père de Pierre -, président du Conseil National du Patronat Français (le Medef de l'époque), utilisait déjà le théorème libéral : « **les gains de productivité d'aujourd'hui feront les profits de demain et les emplois d'après-demain.** »

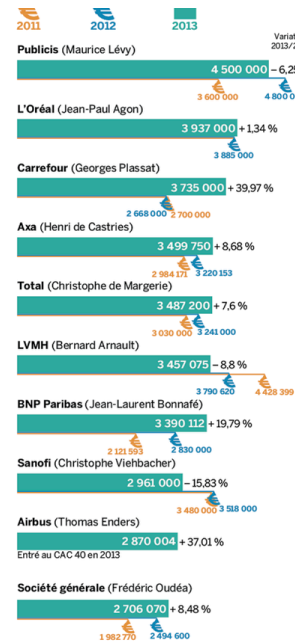
Nous sommes après-demain, le fils Gattaz a ramassé les profits de Papa Yvon et son poste de chef des patrons... **Mais où sont nos emplois ? Ils seront au bout de l'austérité ?** Donc, nous soumettrons à cette politique Valls Hollande du Crédit d'Impôts (CICE) de 20 milliards et du Pacte de 26 milliards d'exonérations aux patrons sans la moindre contrepartie ?

46 milliards ? Vous vous rendez compte ce qu'on peut faire avec ça ?

Voici ce que nous vous proposons : pas de soumission à la campagne selon laquelle « il n'y a pas d'alternative à l'austérité ». Ensemble, avançons nos solutions.

Exemples ? Une prime de 500 euros à 200 000 jeunes chômeurs (1,2 milliard), 100 000 logements sociaux (3 milliards), 200 000 places en crèche (4 milliards), un chèque autonomie de 500 euros pour 500 000 seniors (3 milliards), 200 000 emplois pour l'Education en milieu défavorisé (5 milliards), 200 000 emplois d'utilité publique pour rendre les immeubles accessibles aux handicapés (2 milliards), etc.

Bien sûr, cette liste concoctée par l'Observatoire des inégalités est quelque peu artificielle. Mais elle indique concrètement la possibilité de faire autre chose que distribuer à fonds perdus les aides d'Etat aux seuls patrons.



Les revenus des patrons qui font la guerre pour les exonérations

« Notre modèle social a vécu » ?

Nous vous proposons de tout faire pour que ce « modèle social » vive encore longtemps. Parce qu'il y va de nos conditions de vie à tous, parce que c'est le socle par lequel nous résistons mieux qu'ailleurs à la crise.

Que disent en réalité le Medef et le gouvernement quand ils parlent de « modèle social » ? Non pas « il a vécu », mais « nous le condamnons. » Ils appellent ça « réformes ». Pourquoi ? La Cour des Comptes en donne la clé. Dans son rapport de septembre 2014, elle indique que selon les comptes de Sécurité sociale, les cotisations sociales représentent plus de la moitié des ressources de la protection sociale. Soit **346,2 milliards, 17% du PIB.**

Toute l'offensive du Medef consiste à obtenir que leurs cotisations patronales soient effacées, et prises en charge par les salariés. Pas seulement par égoïsme glacé et défense de leurs profits. Aussi **parce que le patronat veut privatiser la Sécurité sociale, et rétrocéder son budget colossal aux assurances privées.** Leur offensive sur les complémentaires en témoigne. Le gouvernement Hollande Valls n'a cessé d'accorder aux patrons des exonérations de cotisations et d'impôts. Dans la lignée de ce que faisaient les gouvernements précédents (Chirac, Sarkozy...).

En plus des exonérations colossales, la fraude est de mise ! Par l'évasion fiscale dans les paradis prévus à cet effet, par cette **fraude** notamment, dénoncée par la Cour des Comptes (20 milliards) : *« Ainsi, à côté des « anciennes pratiques » notamment de sous-déclaration d'activité, se développent des fraudes liées au statut de travailleur indépendant (détournement du statut d'auto-entrepreneur, dissimulation de l'emploi salarié sous l'apparence d'une relation commerciale, etc.) et au statut de travailleurs détachés à l'étranger. »* **Avec vous, nous sommes fondés à défendre notre Protection sociale solidaire et aller chercher l'argent de la solidarité sociale là où il est.**

Nous vous proposons de développer l'entraide, la solidarité, la résistance à la compétition entre salariés

À l'entreprise l'ambiance devient irrespirable. L'angoisse de ne pas y arriver dans les tâches professionnelles est entretenue par le management libéral. **La non-reconnaissance du travail** accompagne le tout, malgré l'exigence patronale d'un investissement personnel total. **La menace du déclassement social** s'additionne à l'amère certitude fabriquée d'en haut que nos enfants vivront plus mal que nous.

Nous vous proposons une démarche collective pour les revendications fondées sur les besoins réels. Nous voulons que dans l'entreprise règnent l'esprit de solidarité, l'estime mutuelle entre salariés, l'entraide pratiquée à l'égard de tous et toutes, les plus faibles et les plus précaires compris. Tout cela se chiffre en revendications, et se pratique d'abord dans les relations humaines.

Alors rencontrons-nous, débattons ensemble, échangeons pour déterminer ce qu'il convient de faire.

Où vont les aides publiques ? Et le Crédit d'impôts ? Nos salaires ? La loi salariale hommes femmes ? Comment évolue la part patronale dans le régime de sécurité et de prévoyance ? Les investissements nécessaires à la pérennité et au développement de l'entreprise sont-ils effectués ? Résister aux filialisations, aux restructurations permanentes ? Comment aider les jeunes précaires à entrer dans l'entreprise ? **Et tant d'autres questions...**

Nous vous le disons au début : nous avons tant de choses à nous dire. On prend rendez-vous ?